

Unité départementale de l'Essonne
Cité administrative
Boulevard de France
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

Evry-Courcouronnes ,
le 05/11/2024

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2024

Contexte et constats

publié sur  **GÉORISQUES**

SERIVEL

ECOSITE VERT LE GRAND ECHARCON
91810 VERT-LE-GRAND

Références : D2024-¹⁰⁶³ / Helios : 61721
Code AIOT : 0006505082

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2024 dans l'établissement SERIVEL implanté ECOSITE VERT LE GRAND ECHARCON 91810 VERT-LE-GRAND.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SERIVEL
- ECOSITE VERT LE GRAND ECHARCON 91810 VERT-LE-GRAND
- Code AIOT : 0006505082 Installation : Avec Titre ☒ Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : IED

Présentation très succincte de l'AIOT et des installations contrôlées :

SERIVEL est une installation de traitement des déchets ménagers avec un incinérateur de déchets non dangereux (241 000 tonnes par an) et deux lignes de tri des déchets issus de la collecte sélective des ménages.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites données aux non-conformités relevées dans les rapports du 10/07/2023 et du 27/05/2024 .
- Prévention de la pollution atmosphérique
- Mise en œuvre du Bref WI

2) Constats :

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suite administrative » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
4	Contrôle périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Art 2 Annexe VI	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
5	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section III	Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
6	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11	Demande d'action corrective	2 Mois
9	Valeurs limites NOC des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2	Demande d'action corrective	2 Mois
11	Plan de gestion des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois
12	Evaluation périodique des OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2	Demande d'action corrective	2 Mois
13	Mesures de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement	Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Prévention du risque incendie 1/2	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article art 10 de l'annexe VI
2	Prévention du risque incendie 2/2	Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Annexe VI
3	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 2, 2.1
7	Surveillance des effluents gazeux	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2
8	Valeurs limites EOT des rejets atmosphériques	Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 17
10	Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions OTNOC	Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5


2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats :

L'inspection maintient les non-conformités relatives à l'entretien des installations électriques et de protection contre la foudre ainsi que celle portant sur la disponibilité de la rétention des eaux d'extinction de la zone A277, zone de stockage extérieure des balles.

Par ailleurs, l'inspection relève des non-conformités sur le thème de la prévention de la pollution atmosphérique et les mesures des impacts dans l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention du risque incendie 1/2

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article art 10 de l'annexe VI	
Thème(s) : Risques accidentels	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 29/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 10/11/2023	
Prescription contrôlée : <p>La défense extérieure contre l'incendie doit être assurée par trois poteaux conformes à la norme française S 61 213 raccordés directement sur la canalisation devant assurer un débit simultané de 2 000l/min sous une pression dynamique minimale de 1 bar.</p>	
Constats : <p>Par courriel du 08/02/2024, l'exploitant informe l'inspection que depuis décembre 2023, 3 poteaux incendie sont raccordés au groupe motopompe de 196 m³/h et à la réserve incendie associée de 320 m³.</p> <p>L'exploitant transmet :</p> <ul style="list-style-type: none">* le plan du réseau d'alimentation des poteaux incendie,* le dossier des ouvrages exécutés avec une vérification de la pression des trois poteaux incendie alimentés par le nouveau réseau,* Le procès-verbal de réception des trois poteaux d'incendie par le SDIS le 25/01/24. <p>Ces travaux permettent d'assurer un débit de 240 m³/h à 1 bar fixé par l'étude de dangers actualisée en 2020.</p> <p>Ce point est donc soldé.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Annexe VI
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 29/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 10/10/2023
Prescription contrôlée : <p>Annexe VI « prévention des risques » de l'arrêté préfectoral n°96.4071 du 20/09/1996 :</p> <ul style="list-style-type: none">• article 7 : éclairage de sécurité• article 8 : moyens de lutte contre l'incendie et vérification périodique• article 9 : robinets d'incendie armés• article 11 : exutoires à fumées• article 13 : dispositifs d'extinction de type rideau d'eau• article 14 : consignes et plans d'évacuation• article 15 : équipe de première intervention <p>Arrêté préfectoral complémentaire n°2012.PREF.DRECL.BEPAFI/SSPILL/241 du 16/04/2012 :</p> <ul style="list-style-type: none">• article 2 : moyen de lutte contre l'incendie• article 4 : bassin de stockage de 1 200 m³
Constats : <p><i>Rapport de l'inspection du 10/07/2023, Rétention des eaux d'incendie</i></p> <p>1. L'inspection constate l'absence de vanne d'isolement au niveau de la zone extérieure de stockage de balles.</p> <p>2. Par ailleurs, l'exploitant doit s'assurer qu'il dispose d'un volume de rétention suffisant suite à la forte augmentation du volume de la source en eau du système de sprinklage.</p> <p>Par courriel du 02 octobre 2024, l'exploitant indique que :</p> <p>1. Sur la plateforme A277, zone de stockage extérieure des balles, les eaux des bassins de la plateforme sont pompées pour être rejetées vers le fossé de Braseux. il précise que la mise en place de la pompe et les réseaux de raccordement sont manuels. La mise en oeuvre d'une pompe pour rejeter les eaux est équivalent à une vanne d'isolement.</p> <p>Ce point est soldé.</p>

2. Le scénario majorant concernant la quantité des eaux d'extinction à retenir est l'incendie des GTA. L'exploitant a augmenté sa source d'eau à 1680 m3 pour mettre en oeuvre le sprinklage des GTA, à la demande de l'assureur FM Global. Dans ce scénario, l'exploitant prévoit aussi l'utilisation d'un poteau incendie ayant un débit de 60m3/h pendant 2h. Le volume de rétention à considérer est 1800 m3.

L'exploitant déclare disposer de 2 bassins tels que décrits ci-dessous :

* Le 1^{er} bassin nommé « Bassin incendie/inondation » ou « R42 » d'une capacité de 1713 m3 et pouvant accueillir 1350 m3 d'eaux avant que le réseau interne du site commence à être mis en charge,

* Le second bassin nommé « Bassin EPV/EPT » ou « R32 » d'une capacité de 1606 m3 a la vocation principale de récupérer les eaux pluviales de voiries et des toitures afin d'alimenter l'osmoseur du process de l'UVE.

Afin de garantir le volume de rétention de 1800 m3, l'exploitant indique disposer au niveau de la salle de commande de l'UVE d'un suivi des volumes de ces 2 bassins avec des seuils d'alerte paramétrés pour conserver le niveau le plus bas possible dans le bassin « Incendie/Inondation » et de garantir à tout moment un volume complémentaire éventuellement nécessaire dans le 2ème bassin « R32 »

Lors de l'inspection du 10 octobre 2024, l'inspection constate que la supervision en salle de commande indique qu'il y a un volume de rétention disponible de 2000 m3 au total des deux bassins.

Ce point est soldé.

Rapport de l'inspection du 10/07/2023, Contrôle des exutoires de fumées

Le procès-verbal d'intervention de la société ESSEMES du 22/04/2022 suite au contrôle du système de désenfumage met en évidence plusieurs fuites sur le réseau CO2 sur toiture Incinération/Four/Fosse.

L'exploitant fournit des devis de mai 2022 puis février 2023 pour corriger ces écarts. Le bon de commande associé n'a pas été transmis à l'exploitant.

Par courriel du 02/10/2024, l'exploitant transmet :

* le rapport de vérification du désenfumage de la société ESSEMES Services suite à la visite annuelle de vérification et de maintenance des installations de désenfumage naturel de SERIVEL du 22/06/2023. Celui-ci met en évidence plusieurs dysfonctionnements sur le système de désenfumage,

* le bon de commande du 10/07/2023 pour corriger les écarts,

* le rapport de vérification du désenfumage de la société ESSEMES Services suite à la visite annuelle de vérification et de maintenance des installations de désenfumage naturel de SERIVEL du 23/05/2024. Celui-ci montre que les dysfonctionnements constatés en 2023 ont été résolus. Une observation est formulée pour le canton 2 du quai de tri. A noter, ce dysfonctionnement n'apparaît pas dans le rapport 2023.

L'inspection considère que le point est soldé étant donné qu'il n'y a pas de dysfonctionnement récurrent. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit procéder au bon entretien des équipements de sécurité.


Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :

N° 3 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2004, article 2, 2.1	
Thème(s) : Risques chroniques	
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 29/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 10/10/2023	
Prescription contrôlée : <p>Articles 2 et 2.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2004.PREF.DAI/3/Ben°0119 du 04/08/2004</p> <p>Articles 3, 4, 5 et 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011.PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/400 du 31/08/2011 du 31/08/2011</p> <p>Article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2020-PREF/DCPPAT/BUPPE/072 du 27/04/2020</p> <p>Articles 10 et 18 de l'arrêté ministériel du 20/09/02 relatif aux installations d'incinération et de co-incinération de déchets non dangereux et aux installations incinérant des déchets d'activités de soins à risques infectieux</p>	
Constats : <p>Les trois écarts relevés sur le thème de la Prévention de la pollution atmosphérique lors de l'inspection du 29/03/2023, à savoir :</p> <p>* Deux dépassements semi-horaires en COT le 25/08/22 ligne 2 (21,33 mg/Nm3) et le 18/11/22 Ligne 1 (43,25 mg/Nm3)</p> <p>* L'exploitant doit expliquer la raison de la valeur moyenne journalière en NOx affichée le 22/05/22 sur la ligne 1.</p> <p>* La demande à l'exploitant de mettre en œuvre dès le redémarrage de juin 2023 (après l'arrêt technique) la prescription de l'article 2.2.5 de l'arrêté ministériel du 12 janvier 2021,</p> <p>sont revus en détail dans les fiches ci-dessous.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées : Sans suite	
Proposition de suites :	

N° 4 : Contrôle périodique des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/09/1996, article Art 2 Annexe VI
Thème(s) : Risques accidentels
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 29/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 10/10/2023
Prescription contrôlée : <p>Annexe VI « prévention des risques » de l'arrêté préfectoral n°96.4071 du 20/09/1996 :</p> <ul style="list-style-type: none">• article 2 : contrôle périodique des installations électriques
Constats : <p>Par courriel du 02/10/2024, l'exploitant transmet 5 compte-rendu de vérification périodique Q18. Trois d'entre eux ont une date du 17/04/2023.</p> <p>Mais le rapport n°253200.01.60.23.F.001.ELAR.002 a subi deux modifications successives le 04/05/2023 et le 11/05/2023.</p> <p>Les trois rapports concluent que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion de par la présence de poussières dans les armoires électriques ou inadaptation de la protection des surintensités.</p> <p>A noter, contrairement à ceux produits en 2022, il n'est pas précisé dans les rapports les lieux d'intervention.</p> <p>L'exploitant indique que :</p> <ul style="list-style-type: none">* l'intervention de l'APAVE est réalisée avant et pendant l'arrêt technique programmé (ATP) de l'UVE. Durant cette même période, et jusqu'à la fin de l'arrêt, un autre prestataire est chargé notamment du nettoyage des armoires électriques. Cela explique que les constats de présence de poussières soient récurrents bien que leur traitement soit effectué à la fin de l'ATP. <p>L'exploitant n'a pas transmis les compte-rendu des opérations de nettoyage effectuées par la société prestataire.</p> <ul style="list-style-type: none">* le service maintenance révisé actuellement son planning préventif afin d'intégrer le nettoyage des armoires de la zone de Tri. Des aspirateurs sacs à dos ont été achetés pour les techniciens et le mode opératoire d'intervention reste à être finalisé pour les mettre en service.* concernant les locaux sociaux, le planning du service maintenance intégrera dans son programme préventif le nettoyage des armoires une fois par an.* concernant l'absence ou l'inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensités et dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel, dans la zone UVE, seule zone concernée, le constat de cette nature restant à traiter des Q18 2023 a été levé lors de l'ATP juin 2024. <p>A la suite de l'inspection du 10 octobre 2024, il est demandé à l'exploitant de fournir les compte-rendu Q18 et Q19 des installations pour l'année 2024.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit expliquer pourquoi le rapport n°253200.01.60.23.F.001.ELAR.002 a été modifié deux fois par la suite.

L'exploitant doit fournir :

* les compte-rendu des opérations de nettoyage des armoires électriques effectuées par la société prestataire,

* les Q18 et Q19 réalisés en 2024.


Respect de la prescription :

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois

N° 5 : Risque foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article section III		
Thème(s) : Risques accidentels		
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• Lors de la visite d'inspection du 29/03/2023• Type de suites qui avaient été actées : Avec suites• Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale• Date d'échéance qui a été retenue : 10/10/2023		
Prescription contrôlée : Articles 18, 19, 20, 21, 22		
Constats : <i>Rapport de l'inspection du 10/07/2023, en conclusion, l'exploitant doit justifier que :</i> <ul style="list-style-type: none">* les conclusions de l'ETF ont été prises en compte,* les travaux associés ont été effectués et vérifiés par une entreprise différente de celle qui a fait les travaux,* les recommandations des rapports 2021 et 2022 ont été prises en compte. <p>Par courriel du 02 octobre 2024, l'exploitant indique pour les travaux à réaliser définis par l'ETF sont :</p> <ul style="list-style-type: none">- Arrivée Télécom - TR1 Protection centrale téléphonique Alcatel : Mettre en place des parafoudres de type 1 courant faible sur les paires téléphoniques raccordées. L'exploitant indique que ces paires téléphoniques ne sont plus utilisées.- Centrale d'alarme incendie réseau chaleur urbain - TR2 Parafoudre sur alimentation centrale DI bâtiment réseau chaleur urbain : Mettre en place des parafoudres de type 2 ou 3 sur l'alimentation de la centrale <p>L'exploitant indique que les travaux ont été effectués en juillet 2024 par la société Renard mais n'a pas fourni le compte-rendu des travaux.</p> <p>Il précise que la vérification des travaux sera réalisée par la société TelComTec le 2 octobre 2024 mais n'a pas fourni le compte-rendu associé.</p> <p>Par ailleurs, le rapport de vérification complète des installations de protection contre la foudre du 19/09/2023 de la société TELCOMTEC indique que les remarques de la précédente inspection simplifiée ont été prises en compte. Il formule 6 nouvelles recommandations pour lesquelles l'exploitant fournit le rapport de fin de travaux de janvier 2024 de la société Renard afin de justifier des corrections apportées.</p> <p>A noter, le rapport du 19/09/2023 de la société TELCOMTEC recommande de mettre à jour l'Analyse du Risque Foudre suite à l'installation du nouveau local sprinkler.</p> <p>Lors de l'inspection du 10 octobre 2024, l'exploitant déclare être dans l'attente du devis pour la réalisation de cette nouvelle étude.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre : <ul style="list-style-type: none">* Le compte-rendu des travaux de la société Renard en juillet 2024,* Le rapport de vérification des travaux par la société TelComTec, L'exploitant doit procéder à l'actualisation de l'Analyse du Risque Foudre.		
Respect de la prescription : 		
Type de suites proposées : Avec suites		
Proposition de suites : Demande d'action corrective - Demande de justificatif à l'exploitant		
Proposition de délais : 2 Mois		

N° 6 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 11

Thème(s) : Risques accidentels Vanne d'isolement – zone de stockage en balles

Point de contrôle déjà contrôlé :

- Lors de la visite d'inspection du 02/05/2024
- Type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- Suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- Date d'échéance qui a été retenue : 27/08/2024

Prescription contrôlée :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs.

Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.

Constats :

Par courriel du 02 octobre 2024, l'exploitant indique que sur la plateforme A277, zone de stockage extérieure des balles, les eaux des bassins de la plateforme sont pompées vers un regard et un déshuileur avant d'être rejetées dans le fossé de Braseux. La mise en place de la pompe et les réseaux de raccordement sont manuels.

Lors de l'inspection du 10 octobre 2024, l'exploitant indique effectuer une mesure mensuelle de la qualité des eaux pluviales rejetées en se référant aux valeurs limites d'émission (VLE) fixées par l'article 17 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 06/06/2018.

Il présente le tableau de suivi de la qualité des eaux rejetées. Toutes les VLE sont respectées à chaque mesure.

Par ailleurs, l'exploitant précise que le système actuel ne permet pas d'assurer le besoin de confinement des eaux d'extinction. Il déclare que le bassin est actuellement plein.

L'exploitant indique prévoir de mettre en place avant mi-novembre 2024 :

- Une pompe fixe positionnée dans le regard, à déclenchement automatique afin de maintenir la capacité de rétention de 120 m3 dans la 2^{ème} partie du bassin,

- Un compteur permettant de comptabiliser précisément les quantités évacuées ;
- La reprise complète du raccordement électrique de cette zone.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 Mois

N° 7 : Surveillance des effluents gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.2

Thème(s) : Risques chroniques Emissions atmosphériques

Prescription contrôlée :

Pour la surveillance des effluents, l'exploitant utilise des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

a) Pour les installations d'incinération :

Paramètres	Fréquence	Norme(s) (1) ou équivalent
NOx	En continu	Normes EN génériques
NH ₃	En continu (2)	Normes EN génériques
N ₂ O	Une fois par an (3)	EN 21258 XP X 43-305
CO	En continu	Normes EN génériques
SO ₂	En continu	Normes EN génériques
HCl	En continu	Normes EN génériques
HF	En continu (4)	Normes EN génériques
Poussières	En continu	Normes EN génériques et EN 13284-2
Métaux et métalloïdes, à l'exception du mercure (As, Cd, Co, Cr, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Ti, V)	Une fois tous les six mois	EN 14385
Hg	En continu (5) (6)	Normes EN génériques et EN 14884
COVT	En continu	Normes EN génériques
PCDD/PCDF	En semi-continu	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme CEN-TS 1948-5 EN 1948-2, EN 1948-3 GA X 43-139
PBDD/PBDF (7)	Une fois tous les six mois	Pas de norme
PCB de type dioxines	Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à long terme (8)	Pas de norme EN pour l'échantillonnage à long terme, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4
Une fois tous les six mois pour l'échantillonnage à court terme seulement si les niveaux d'émissions sont suffisamment stables (8) (9)	NF EN 1948-1, NF EN 1948-2, NF EN 1948-4	
Benzo[a]pyrène	Une fois par an	Pas de norme EN Norme NF X 43-329

Constats :

L'exploitant réalise l'ensemble des mesures de polluants requises ainsi que certaines mesures supplémentaires, comme la mesure des PBDD/PBDF dans le cadre de ses mesures en semi-continu, et une mesure semestrielle de plusieurs HAP (dont le benzo[a]pyrène).


Respect de la prescription :




Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites :


N° 8 : Valeurs limites EOT des rejets atmosphériques


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/09/2002, article 17	
Thème(s) :	Risques chroniques Emissions atmosphériques
Prescription contrôlée : Les installations d'incinération sont conçues, équipées, construites et exploitées de manière à ce que les valeurs limites fixées à l'annexe 1 ne soient pas dépassées dans les rejets gazeux de l'installation.	
Constats : Les résultats de l'autosurveillance réalisée par l'exploitant n'appellent pas de remarque, hormis ce qui est détaillé dans le point de contrôle suivant. Les résultats consultés concernent la période comprise entre janvier et septembre 2024.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

N° 9 : Valeurs limites NOC des rejets atmosphériques


Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2	
Thème(s) : Risques chroniques Emissions atmosphériques	
Prescription contrôlée : <p>En conditions normales de fonctionnement, l'installation respecte les valeurs limites d'émissions fixées dans les annexes 7 [...] du présent arrêté.</p>	
Constats : <p>L'exploitant réalise la mesure en moyenne journalière en périodes NOC, qui est requise en plus de la mesure en moyenne journalière en période R-EOT.</p> <p>Concernant le mercure, au jour de l'inspection, les résultats de l'autosurveillance indiquent un dépassement de 6 moyennes journalières depuis le début 2024. L'exploitant indique que les émissions de mercure se matérialisent par un pic de concentration et qu'ensuite cette concentration met un certain temps à redescendre. Les émissions pendant ce pic et cette redescende peuvent conduire à générer un dépassement de la moyenne journalière.</p> <p>L'exploitant indique que l'injection de charbon actif est asservie aux mesures de mercure, ce qui contribue à traiter le mercure. L'exploitant a indiqué en inspection qu'un autre choix de charbon actif pourrait permettre un meilleur traitement du mercure.</p>	
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant doit trouver une solution afin de supprimer, ou au moins réduire autant que possible, l'occurrence de dépassements des moyennes journalières de mercure dans ses émissions atmosphériques.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande d'action corrective
Proposition de délais :	2 Mois

N° 10 : Surveillance des émissions atmosphériques canalisées en conditions OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 2.2.5	
Thème(s) :	Risques chroniques Conditions OTNOC
Prescription contrôlée : Durant les conditions OTNOC, l'exploitant d'une installation d'incinération réalise des mesures directes des polluants, notamment lorsqu'ils sont surveillés en continu. Le cas échéant, il peut réaliser une surveillance de paramètres de substitution si les données qui en résultent se révèlent d'une qualité scientifique équivalente ou supérieure à celle des mesures directes des émissions. Les émissions au démarrage et à l'arrêt, lorsqu'aucun déchet n'est incinéré, y compris les émissions de PCDD/PCDF, sont estimées à partir de campagnes de mesurage réalisées, tous les trois ans, lors des opérations de démarrage/d'arrêt planifiées.	
Constats : L'exploitant a réalisé la mesure de ses émissions en juin 2023 pendant le démarrage après un arrêt pour maintenance, pendant une période où seuls les brûleurs fonctionnaient et aucun déchet n'était incinéré. Cette mesure est de nature à répondre à la prescription ci-dessus et à la demande formulée à la suite de l'inspection du 29 mars 2023. Les résultats des mesures montrent des concentrations en polluants dans les fumées plus faibles que les valeurs limites pour la plupart des paramètres, mais à l'exception notable des PCDD/PCDF. Aucune valeur limite pour les polluants n'est applicable, cependant l'exploitant doit chercher à limiter l'impact de ses émissions. Ce point est détaillé dans le point de contrôle n°12.	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Sans suite
Proposition de suites :	

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.1	
Thème(s) : Risques chroniques Conditions OTNOC	
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en œuvre dans le cadre du SME (annexe 2.I) un plan de gestion des OTNOC fondé sur les risques visant à réduire la fréquence de survenue de conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC) et à réduire les émissions dans l'air et, le cas échéant, dans l'eau de l'unité d'incinération lors de telles conditions. Ce plan doit fixer un plafond de durée cumulée d'OTNOC ne pouvant pas dépasser 250 h par an, à l'exception de la durée d'indisponibilité du dispositif de mesure de mercure pour lequel ce compteur peut atteindre 500 h/an et à l'exception de la durée cumulée d'indisponibilité des dispositifs de mesure en semi-continu dans la limite de 15 % du temps de fonctionnement annuel de l'unité. Ce plan doit contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mise en évidence des risques de OTNOC par exemple : la défaillance d'équipements critiques pour la protection de l'environnement, telles que les fuites, les dysfonctionnements, les casses, les incendies dans la fosse de déchets, les pannes, et en conséquence la maintenance, le contournement des systèmes de traitement de fumée, les conditions exceptionnelles... ; • mise en évidence des causes profondes et des conséquences potentielles des OTNOC ; • examen et mise à jour régulière de la liste des OTNOC relevées suite à l'évaluation périodique. <p>Les phases de démarrages et d'arrêts sans déchets dans le four programmées pour cause de maintenance destinée à prévenir les pannes liées à l'usure des équipements, les périodes d'arrêt total de l'installation, ainsi que les périodes de maintien en température sans déchets des unités d'incinération de boues ne sont pas comptabilisés dans le compteur OTNOC. Le nombre et le motif de ces arrêts est reporté dans le plan de gestion des OTNOC.</p>	
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a bien mis en évidence les risques de OTNOC, de manière a priori très complète.</p> <p>Les périodes de OTNOC sont comptées automatiquement à l'aide d'un compteur annuel.</p> <p>En revanche, la manière de compter les périodes OTNOC ne permet pas à l'exploitant de mesurer la durée et la fréquence de chacune des situation d'OTNOC identifiées.</p>	
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de préciser comment il prévoit d'évaluer son plan de gestion des OTNOC, et piloter la réduction de la fréquence des situations OTNOC, étant donné notamment que son système de conduite des installations ne permet pas pour le moment d'avoir un compte des durées et fréquences de survenue de chacune des situation OTNOC.</p>	
Respect de la prescription :	
Type de suites proposées :	Avec suites
Proposition de suites :	Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais :	2 Mois

N° 12 : Evaluation périodique des OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/01/2021, article 3.5.2		
Thème(s) : Risques chroniques Conditions OTNOC		
Prescription contrôlée : L'évaluation périodique consiste en : <ul style="list-style-type: none"> la conception appropriée des équipements critiques (par exemple, compartimentage du filtre à manches, techniques de réchauffage des fumées pour éviter d'avoir à faire un bypass du filtre à manches lors des opérations de démarrage et d'arrêt, etc.) ; l'établissement et la mise en œuvre d'un plan de maintenance préventive des équipements critiques (annexe 2, 2.1, 12) ; la surveillance et l'enregistrement des émissions lors des OTNOC et dans les circonstances associées prévus dans l'annexe 2, 2.2.3 ; l'évaluation périodique des émissions survenant lors de OTNOC (par exemple, fréquence des événements, durée, quantité de polluants émise) et mise en œuvre de mesures correctives si nécessaire. 		
Constats : <p>La mise en place du suivi des OTNOC est une nouvelle exigence réglementaire. L'exploitant n'en a pas encore réalisé une évaluation périodique.</p> <p>Comme présenté plus haut dans le rapport, l'exploitant a réalisé des mesures des émissions de polluants lors d'une période de démarrage de chacun de ses fours, lorsque seuls les brûleurs sont en fonctionnement (sans déchet). Ces mesures ont mis en évidence des rejets notamment en PCDD/PCDF importants lorsqu'on les compare aux valeurs limites qui ne sont par contre applicables que lorsque des déchets sont incinérés.</p> <p>Le 3.5.2 de l'arrêté ministériel prévoit que l'exploitant mette en œuvre des actions correctives en réponse à la mesure des émissions en périodes OTNOC. Étant donné à la fois :</p> <ul style="list-style-type: none"> les bonnes performances de l'installation en période de fonctionnement normal en termes de rejets de PCDD/PCDF, les valeurs mesurées lors du démarrage au brûleur, <p>l'inspection considère, qu'en application de cet article, il est nécessaire de mettre en œuvre des mesures correctives.</p>		
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre des actions correctives afin de réduire ses émissions (notamment en PCDD/PCDF) lors des périodes OTNOC, et en particulier les périodes de chauffe des fours.</p>		
Respect de la prescription :		
Type de suites proposées :		Avec suites
Proposition de suites :		Demande d'action corrective
Proposition de délais :		2 Mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/05/2006, article 3

Thème(s) : Risques chroniques

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit assurer une surveillance de l'impact de l'installation sur l'environnement au minimum sur les métaux et les dioxines, furanes. Le programme est déterminé et mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les mesures doivent être réalisées en des lieux où l'impact de l'installation est supposée être le plus important.

Les analyses sont réalisées par des laboratoires compétents, français ou étranger, choisis par l'exploitant.

Pour les dioxines, furanes, le programme de surveillance tient compte de la présence éventuelles d'élevages de vaches laitières dans un rayon de 5km autour de l'installation et des conditions météorologiques locales (vitesse et direction des vents et pluviométrie en fonction des saisons, topographie, etc.) En cas d'impossibilité, l'exploitant propose une méthode équivalente (analyse de viandes, de légumes ou par jauges Owen).

Le contenu de ce programme comprend :

- un programme d'étude de la qualité de l'air à partir de relevés de flores lichéniques;
- un programme annuel de prélèvement et de dosage de dioxines/furanes et de métaux lourds dans les lichens prélevés en des points choisis partir des données des études de dispersion des rejets et de flores;
- une analyse annuelle du taux de dioxines/furanes et de métaux lourds sur des cultures (choux, salade...)

Les emplacements retenus pour les prélèvements devront être situées majoritairement dans les zones d'influence maximale des retombées atmosphériques. Des emplacements complémentaires devront être également retenus en dehors de ces zones pour servir de points de référence.

Les analyses en métaux porteront a minima sur les métaux les plus toxiques suivants : Pb, Cd, Hg, As, Ni, Cr.

Les résultats du programme de surveillance sont transmis dès réception à l'inspection des installations classées, accompagnés de tous les commentaires nécessaires afin de pouvoir juger de l'impact effectif des rejets atmosphériques sur l'environnement, ceci au regard des normes, recommandations, ..., applicables ou en vigueur puis sont repris dans le rapport annuel d'activité visé à l'article 9.1 du présent arrêté et sont communiqués à la Commission Locale d'Information et de Surveillance.

Constats :

Par courriel du 08/10/2024 et dans son rapport annuel d'activité 2023, l'exploitant transmet :

* Le rapport 23-RA-04-MF-05 de juillet 2023 de surveillance de l'impact environnemental au voisinage du CITD de VLG réalisé par Biomonitor. Il s'appuie sur la mesure des retombées atmosphériques par la méthode des jauges Owen et la surveillance dans les végétaux.

Ce rapport conclut : « Ainsi les campagnes menées au printemps 2023 mettent en évidence des phénomènes de dépôts en dioxines/furannes et en métaux (notamment en Pb) dans les jauges de la zone d'étude, corrélé avec l'éloignement des dispositifs par rapport aux cheminées du CITD. En outre, ces retombées prennent un caractère significatif au niveau des dispositifs exposés au sein des installations SEMARDEL. Cependant, et ce sur l'ensemble de la zone d'étude, les mesures réalisées dans les jauges au printemps 2023 témoignent de retombées atmosphériques moins importantes que lors des campagnes antérieures. Dans les légumes de potager, les mesures réalisées en dioxines/furannes et en métaux confirment l'absence d'impact significatif de l'activité du CITD de Vert-le-Grand sur les deux stations pour lesquelles les mesures ont pu être réalisées (Echarcon et Lisses). »

* Le rapport 24-RA-03-MF-06 de Biomonitor de février 2024 de surveillance de l'impact environnemental au voisinage du CITD de VLG,

Ce rapport conclut : "Ainsi la campagne de jauges conduite au printemps 2023 met en évidence une corrélation entre les dépôts en dioxines/furannes et en métaux (notamment en Pb) et l'éloignement des dispositifs de mesure par rapport aux cheminées du CITD. En outre, ces retombées prennent un caractère significatif dans les précipitations collectées au sein des installations SEMARDEL. Avec la distance, les niveaux mesurés diminuent et redeviennent caractéristiques de ceux obtenus dans des environnements non exposés à la présence d'une source émettrice locale. Dans les légumes de potager et dans les sols, les mesures réalisées en dioxines/furannes et en métaux démontrent l'absence d'impact significatif de l'activité du CITD de Vert-le-Grand sur la zone de mesures."

* le rapport de surveillance annuelle des dioxines/furanes et éléments traces métalliques dans les lichens de la société AirLichens de novembre 2023.

Pour rappel, la surveillance autour du CITD a évolué en 2021 en fonction des préconisations de l'étude de dispersion du bureau d'études ARIA de 2020. Des mesures de dioxines/furanes et d'éléments traces métalliques dans les lichens ont été réalisées sur 8 « nouveaux » emplacements et 1 témoin, plus proches du site.

Le rapport conclut que la biosurveillance annuelle suit un programme de suivi environnemental basé sur des dosages des éléments traces métalliques et des dioxines/furanes dans les lichens. Les résultats montrent des significativités que ce soit en PCDD/F ou ETM. L'ambiance générale en PCDD/F a diminué entre 2022 et 2023, le point le plus impacté à savoir sur le site est à surveiller. Aucune valeur d'alerte n'est franchie. Pour mémoire, le seuil d'alerte correspond à celui en cas d'agriculture ou d'élevage laitier.

* Le rapport 24-RA-04-MF-12 d'octobre 2024 de surveillance de l'impact environnemental au voisinage du CITD de VLG réalisé par Biomonitor. Il s'appuie sur la mesure des retombées atmosphériques par la méthode des jauges Owen, la surveillance dans les végétaux et des lichens.

Ce rapport conclut : "Ainsi la campagne de mesures conduite en 2024 met en évidence une corrélation entre les dépôts en dioxines/furannes et en métaux (notamment en Pb) et l'éloignement des dispositifs de mesure par rapport aux cheminées du CITD. En outre, ces retombées prennent un caractère significatif dans les précipitations collectées au sein des installations SEMARDEL. Avec la distance, les niveaux mesurés diminuent et redeviennent caractéristiques de ceux obtenus dans des environnements non exposés à la présence d'une source émettrice locale. Dans les légumes de potager, les mesures réalisées en dioxines/furannes et en métaux montrent l'absence d'impact significatif de l'activité du CITD de Vert-le-Grand sur la zone de mesures."

Toutefois, l'inspection relève que le positionnement des points de mesure a changé par rapport à ceux utilisés depuis 2021 que ce soit pour les prélèvements de lichens, végétaux et les retombées atmosphériques.

Par exemple, ajout de mesures sur Brétigny-sur-Orge, suppression des points de mesure sur SERIVEL, à Evry-Courcouonnes, au Bois du Télégraphe, déplacement du point de Vert-le-Grand, suppression du potager de Vert-le-Grand déplacé à la ferme du Brazeux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit préciser pourquoi des points de mesure de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement ont été déplacés / supprimés et en préciser l'impact sur le suivi environnemental de l'activité de l'UVE.

Respect de la prescription :



Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 Mois